

# La salarisation de l'associatif et ses enjeux

**Pierre Artois\* et Mejed Hamzaoui\*\***

\* Aspirant FNRS au centre METICES de l'Université Libre de Bruxelles (Belgique)

\*\* Professeur au département des sciences sociales et des sciences du travail de l'Université Libre de Bruxelles (Belgique)

Depuis quelques années, l'importance que prend le secteur associatif apparaît au grand jour grâce aux travaux de nombreux chercheurs. De pourvoyeur d'emploi, il dévoile aujourd'hui une autre facette, celle de créateur d'emploi, forçant plusieurs organismes non lucratifs à s'adjoindre un nouveau statut, celui d'employeur. Ce processus de salarisation est régulièrement assimilé à une phase de professionnalisation, bien qu'il convienne plutôt de distinguer ces concepts. On passerait d'un travail bénévole, basé sur la logique du don, à un travail admis socialement comme professionnel car reposant sur une logique rémunératoire. Cette entrée dans des logiques marchandes fait naître un phénomène de tension quant à la reconnaissance du travail, mais également chez le travailleur associatif. Cette évolution est abordée ici sous trois angles.

Premièrement, le phénomène de salarisation du secteur associatif peut être appréhendé en partie comme une conséquence d'un encastrement de l'associatif dans les politiques publiques (Eme, 2001). Ces emplois seraient alors une réponse donnée aux nouveaux besoins sociaux ainsi qu'à la politique sociale de lutte contre le chômage. L'article de Pierre Artois nous présente une grille de lecture sociohistorique de la construction du salariat associatif en Belgique, posant les enjeux théoriques et sociopolitiques de l'importation de la question sociale dans le secteur non marchand.

Dominic Foisy et Jean-Pierre Deslauriers dressent une analyse critique du développement des milieux communautaires québécois et de leur reconnaissance progressive par la société. Mejed Hamzaoui et

Hugues Esteveny partent du constat de Donzelot (1994) sur l'État animateur pour interroger les dispositifs territorialisés d'insertion, qualifiés "d'associations parapubliques", rejoignant en partie les analyses d'Hély (2009) sur la transformation de l'objet associatif en un secteur public déguisé.

La deuxième partie du présent numéro se centre sur les conséquences de la rationalisation instrumentale exprimée plus haut, soit la gestionnarisation du fait associatif. Patrick Legros analyse les formes de management des associations d'action sociale en France qu'il conçoit comme des dispositifs idéologiques et des techniques recherchant l'implication des travailleurs associatifs, salariés ou bénévoles.

Monica Battaglini, Agnès Földhazi et Véronique Tattini interrogent, quant à elles, la gouvernance des nouveaux modes de régulation étatique suisse, à savoir les contrats de prestations dans le domaine de l'insertion. En cela, les auteurs s'intéressent à l'évolution de la construction du lien social dans les associations, posant un regard critique sur les effets du management quant à son implication dans ces associations.

La troisième partie nous amène à nous pencher sur la reconnaissance du travail et du travailleur associatif. Pour susciter cette reconnaissance, cette légitimité, une conceptualisation floue a été créée, celle de l'utilité sociale, matérialisant les nouvelles modalités de l'action publique sur l'associatif, partenariat et mise sous tutelle principalement.

Dans ce contexte de montée des logiques économiques reconfigurant la construction du lien social, Paul Lodewick entame la réflexion en se demandant si les travailleurs de l'associatif sont des salariés comme les autres. Brassant différents enjeux liés à la question sociale du travail, il met en exergue les inégalités qui touchent les travailleurs de l'associatif.

À son tour, Laetitia Mélon analyse les effets de la managérialisation sur l'organisation et les conditions du travail d'association d'aide à la jeunesse en communauté française de Belgique. Elle met en perspective les contraintes liées aux métiers relationnels (Demailly, 2008) et celles liées aux injonctions marchandes.

Yvette Molina, enfin, centre son propos sur la question de l'enga-

gement dans les professions sociales dont le secteur associatif et la fonction publique constituent les employeurs principaux. Elle montre comment l'aspect vocationnel, composante historique, se retrouve encore dans la perspective d'un accomplissement personnel.

## **Bibliographie**

- DEMAILLY L., 2008, *Politiques de la relation, Approche sociologique des métiers et activités professionnelles relationnelles*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.
- DONZELOT J., ESTEBE Ph., 1994, *L'État animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris, Esprit.
- EME B., 2001, "Les associations ou les tourments de l'ambivalence" in LAVILLE J.-L. et al., *Association, démocratie et société civile*, Paris, La Découverte.
- HÉLY M., 2009, *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, PUF, coll. Le lien social.